

[Text]

by fairer sources of tax revenue. The GST, however, is not the solution.

We are convinced that there are numerous credible alternatives available, but that these alternatives have not been given serious consideration.

The first of these is to strengthen the income tax system. By far the simplest, fairest and most efficient alternative to the GST would be provided by modest improvements to Canada's income tax system, designed to restore its progressive structure. Income taxes have traditionally been the major revenue source for the federal government and we see no reason why this should not continue to be the case.

We refer you to the detailed study by Dr. Neil Brooks, published by the Institute for Research on Public Policy. He shows conclusively in that study how virtually all the revenue raised by the MST could be replaced through quite modest improvements to income taxes. Under Dr. Brooks' scheme, federal income taxes for even the highest tax bracket would need to increase by only 4.6 percentage points or less in order to offset the MST. Tax increases for lower and middle-income earners would be limited to 2.7 and 4.2 percentage points respectively. This is considerably less than the cost of the GST and the inflation it will produce.

The second alternative is lower interest rates. The single biggest item on the federal expense ledger is interest payments on the national debt. In fact, if we do not count these payments, the government is actually running a significant operating surplus, not a deficit. The government's painful high interest rate policies not only increase unemployment and hurt homeowners, they also add directly to the deficit by forcing the government to pay more interest on its own debt. By reducing interest rates by just a single percentage point, the government would eventually save as much as \$3 billion.

The third alternative is to eliminate special business tax loopholes. At present, businesses avoid income tax payments thanks to a variety of special loopholes. These include business entertainment deductions, special breaks for real estate developers and extra credits for manufacturers. Eliminate these loopholes and the government saves \$3 billion.

Especially worthy of condemnation are business entertainment deductions. How is it that business executives are still allowed to have their lunches, their B.C. Place box seats and their incentive vacations—all paid 80 per cent by the taxpayer—when the rest of us have been told to tighten our belts?

We want the government to give serious consideration to imposing a minimum corporate tax. The most recent statistics show that in 1987 a total of almost 120,000 profitable corporations with combined profits of \$25 billion paid no income tax at all. Almost that many again paid tax at an effective rate of less than 20 per cent. We are aware of the corporate income

[Traduction]

cée par des sources plus équitables de revenu fiscal. Mais la TPS n'est pas la solution.

Nous sommes convaincus qu'il y a de nombreuses solutions crédibles, mais que ces solutions n'ont pas été réellement envisagées.

La première est de renforcer le régime de l'impôt sur le revenu. De loin la solution la plus simple, la plus juste et la plus efficace serait d'apporter des améliorations modestes au régime de l'impôt sur le revenu afin de lui redonner sa structure progressive. Les impôts sur le revenu sont traditionnellement la principale source de revenu du gouvernement fédéral et nous ne voyons pas pourquoi cela ne devrait pas continuer.

Nous vous reportons à l'étude détaillée de M. Neil Brooks, publiée par l'Institut de recherche sur les politiques publiques. Il montre avec succès dans cette étude comment presque tous les revenus découlant de la taxe sur les ventes des fabricants pourraient être remplacés grâce à quelques améliorations apportées aux impôts sur le revenu. D'après M. Brooks, les impôts sur le revenu fédéraux, même prélevés sur les tranches fiscales les plus élevées, n'auraient à augmenter que de 4,6 points de pourcentage, ou même moins, pour compenser la taxe sur les ventes des fabricants. Les augmentations d'impôt pour les revenus faibles et moyens seraient limitées à 2,7 p. 100 et 4,2 p. 100 respectivement, ce qui est considérablement inférieur au coût de la TPS et à l'inflation qu'elle produira.

La deuxième solution est de diminuer les taux d'intérêt. Le deuxième article du livre des dépenses fédérales est celui du paiement des intérêts de la dette nationale. En fait, si l'on ne compte pas ces paiements, le gouvernement aurait un surplus d'exploitation assez important et non un déficit. Les politiques de taux d'intérêt élevés que pratique le gouvernement non seulement augmentent le chômage et empêchent l'achat de maisons individuelles, elles augmentent directement le déficit en forçant le gouvernement à payer encore plus d'intérêts sur sa propre dette. En réduisant les taux d'intérêt d'un seul point de pourcentage, le gouvernement économiserait éventuellement jusqu'à 3 milliards de dollars.

La troisième solution est d'éliminer les échappatoires fiscales particuliers aux entreprises. Pour le moment, les entreprises évitent de payer des impôts sur le revenu grâce à une variété d'échappatoires particuliers. Ce sont les déductions pour frais de représentation, des allègements spéciaux pour les promoteurs immobiliers et des crédits supplémentaires pour les fabricants. Si l'on élimine ces échappatoires, le gouvernement économise 3 milliards de dollars.

Les plus condamnables sont certainement les déductions pour frais de représentation. Comment les dirigeants des entreprises peuvent-ils encore profiter de ces déjeuners, de ces places réservées au B.C. Place et ces vacances incitatives—tout cela payé à 80 p. 100 par le contribuable—lorsque l'on nous dit à nous de nous serrer la ceinture?

Nous voulons que le gouvernement envisage sérieusement d'imposer un impôt minimum sur les sociétés. Les statistiques les plus récentes montrent qu'en 1987, près de 120 000 sociétés rentables, ayant fait des profits combinés de 25 milliards de dollars, n'ont payé aucun impôt sur le revenu. Presque autant ont payé des impôts à un taux effectif de moins de 20 p. 100.